

**MINISTÈRE DES ARMÉES
ET DES ANCIENS COMBATTANTS**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

N° Projet : 26-016

Maître de l'ouvrage

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Conducteur d'opération

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE

Objet du marché

GUYANE (973) – FAG – Remise aux normes des hélistations

Préliminaire : le Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 mis à jour est applicable au présent marché.

I. OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

I.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la remise aux normes des hélistations sur les sites suivants :

- Maripasoula
- Saint Jean du Maroni
- Saül
- Camopi.

La maîtrise d'œuvre est assurée par le service de l'énergie opérationnelle aux Antilles et en Guyane.

Les travaux sur les différents sites ne seront pas exécutés de façon simultanée, sauf les travaux sur le site de Saint Jean du Maroni qui pourront être exécutés en simultané avec n'importe quel autre site.

I.2. Contraintes relatives au lieu d'exécution

I.2.1 Le titulaire du marché devra fournir la liste des personnels

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste devra comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou une copie de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D 1221-23 du code du travail, le maître d'œuvre exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire devra s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

Le maître d'œuvre peut exiger l'éviction des chantiers, ateliers ou bureaux de toute personne employée par l'entrepreneur.

I.2.2. Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire doit se conformer aux stipulations de l'article 31.5 du cahier des CCAG travaux.

I.2.3. Consignes générales

Le personnel de l'entreprise devra respecter les consignes générales et particulières de l'établissement.

I.2.4. Obligation de discrétion

Le titulaire doit se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG travaux.

I.3. Dispositions générales

Les travaux sont décrits dans la partie 2 – Clauses techniques du présent CCP.

I.3.1. Représentation du titulaire ou du groupement

Les modalités de représentation du titulaire ou du groupement sont conformes aux articles 3.4 et 3.5 du CCAG travaux.

En cas de groupement conjoint le mandataire est solidaire des autres membres.

I.3.2. Forme de notifications des documents et informations

Conformément à l'article 3.1 du CCAG travaux, la notification des documents ou informations qui font courir un délai est réalisée par échanges dématérialisés avec accusé réception (messagerie électronique).

Toutes les autres notifications de documents et informations (ne faisant pas courir de délai) émanant du représentant du pouvoir adjudicateur ou du maître d'œuvre (notamment les ordres de service) seront également transmises au titulaire par échanges dématérialisés.

Le titulaire du présent marché est tenu de fournir dès la notification du présent marché :

- une **adresse électronique accessible en permanence** par la personne désignée dans l'acte d'engagement et signataire du marché, agissant pour le compte du titulaire ;
- éventuellement une autre adresse électronique accessible en permanence par la personne désignée par l'entreprise et responsable du suivi des travaux, objet du présent marché.

Les modalités détaillées relatives aux formes à adopter pour les correspondances dématérialisées (règles de message, ...) sont arrêtées par le maître d'œuvre au plus tard lors de la période de préparation.

Le titulaire du marché est tenu d'accuser réception de chaque mail dans les vingt-quatre heures (si jour ouvrable) de la réception. L'accusé de réception des mails parvenus la veille d'un jour chômé, férié est réalisé lors du premier jour ouvrable suivant.

Important : l'accusé de réception mentionné précédemment ne vaut pas retour de l'ordre de service sans réserves : **le titulaire dispose de quinze jours calendaires à compter de la notification pour faire parvenir les éventuelles réserves à l'ordre de service concerné sous forme dématérialisée (messagerie électronique), par la poste en recommandé avec accusé de réception ou contre récépissé.**

Les dispositions relatives aux échanges dématérialisés peuvent être modifiées ou complétées par ordre de service ou par décision du représentant du pouvoir adjudicateur.

I.4. Allotissement

Le présent marché fait l'objet d'un allotissement en 4 lots :

Lots
LOT 1 : Maripasoula
LOT 2 : Saint Jean du Maroni
LOT 3 : Saül
LOT 4 : Camopi

II. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

II.1. Ordre de priorité

Conformément à l'article 4.1 du CCAG travaux, l'ordre de priorité des pièces constitutives du marché est le suivant :

- l'acte d'engagement et ses annexes,
- la décomposition de prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- l'offre du titulaire dont l'exemplaire conservé dans les locaux de la DID fait seul fois ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants postérieurs à la notification du marché.

II.2. OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. L'obligation de résultat est définie par le présent document et pour les pièces générales du marché. Le titulaire exécute comme étant inclus dans son prix, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages dans les chapitres afférant du présent CCP et dans le respect de l'obligation de résultat.

III. MODALITE DU REGLEMENT

III.1. Prix

Les prix sont fermes actualisables. Les prix remis par les soumissionnaires sont réputés comprendre la rémunération de toutes les dépenses nécessaires à la bonne exécution et au parfait achèvement des travaux dont les frais de transport, hébergement durant la durée des travaux.

III.1.1. Montant du marché

Les travaux seront rémunérés par application d'un prix global forfaitaire.

III.1.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du règlement de la consultation (RC).

Ce mois est appelé " mois zéro ".

III.1.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la variation des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index désigné ci-après :

Index	Définition
BT01 base 2010	Tous corps d'état - <i>Identifiant : 001710986</i>

Publié(s) au Bulletin officiel du ministère en charge du calcul de la valeur des index (et pour information au Moniteur des travaux publics et du bâtiment et consultables sur le site <https://www.insee.fr>

III.1.4. Modalités de variation des prix actualisables

Le coefficient d'actualisation C_n est donné par la formule :

$$P_a = P_0 \times (I_{m-3} / I_0)$$

avec :

- P_a : prix actualisé
- P_0 : prix initial du contrat
- I_{m-3} : Valeur de l'index de référence 3 mois avant la date de début d'exécution du marché
- I_0 : Valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix

En cas de prix nouveaux, ceux-ci seront établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix selon la formule suivante :

$P_N \times (I_0 / I_n)$ dans laquelle, I_0 et I_n représentent respectivement l'index du mois zéro et l'index connu au jour d'établissement du prix nouveau (P_N).

III.1.5. Application de l'octroi de mer - Droit additionnel à l'octroi de mer

Le marché étant conclu « toutes taxes comprises », les montants des acomptes et du solde sont calculés avec les prix du marché comprenant l'ensemble des charges fiscales dont l'octroi de mer.

III.1.6. Montant sous-traité désigné au marché

En cas de sous-traitance, le DC4 dématérialisé sur le système d'information SUBLIC indiquera la nature et le montant des travaux que le titulaire envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement. Le montant des travaux sous-traités indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC

(<https://subclic.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 2.2 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.

III.2. Avance

L'avance sera de 30 %. Les conditions du code de la commande publique s'appliquent. Elle sera versée à la notification du marché.

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement à l'article 4 s'il refuse ou accepte ladite avance.

Les sous-traitants éventuels du titulaire peuvent également percevoir une telle avance, sur leur demande, lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés dépasse 50 000 € HT et le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

III.3. Règlement

Le règlement des comptes du marché se fait par facturation.

Le détail des factures est conforme au détail des prestations commandées et réellement exécutées.

Après validation par l'administration, le titulaire adressera ses factures par voie dématérialisée sous chorus pro à l'adresse ci-après : <https://www.chorus-pro.gouv.fr/>

Le code du service exécutant à saisir est le suivant : D04115J973.

Le SIRET est celui-ci-après : 13000190200244.

Pour toute information concernant la mise en œuvre de la dématérialisation via le portail Chorus-pro et le paiement de vos factures, vous pourrez contacter la cellule régulation au 05.94.39.57.45, ou par mail, à l'adresse dicom-guf-dm-regulation.referent.fct@intradef.gouv.fr

Les factures transmises devront porter obligatoirement les mentions suivantes en sus des mentions imposées dans le cahier des clauses administratives particulières :

- les numéros de marché et d'engagement juridique ;
- la date de facture ;
- le numéro d'identification unique de la facture ;
- la raison sociale et adresse ;
- le SIRET ou à défaut SIREN ;
- le montant ;
- les coordonnées bancaires ;
- l'adresse de réalisation des prestations facturées ;
- la période de réalisation des prestations facturées.

IV. DELAIS ET PENALITES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne bénéficiera d'aucune exonération de pénalités de retard sans demande écrite de sa part.

IV.1. Notification des délais

La notification des délais sera réalisée par ordre de service.

IV.2. Délai d'exécution

Par dérogation à l'article 28 du CCAG Travaux, les travaux s'exécuteront dans les délais suivants : deux (2) mois dont un (1) mois de préparation.

Les éventuelles prolongations de délais sont organisées selon les stipulations de l'article 18.2 du CCAG travaux.

Elles seront établies par une décision du RPA ou par un avenant transmis par LA PLACE.

IV.3. Pénalités

IV.3.1 Travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Tout sous-traitant doit être déclaré et agréé préalablement à son intervention auprès de la personne responsable du marché, via un acte spécial.

Par dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG Travaux, le montant des pénalités à ce titre est fixé à 2 500 €/personne irrégulière, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

Dans le cas où il s'avèrerait que la sous-traitance occulte relève d'une initiative d'un sous-traitant (sous-traitance indirecte non déclarée), le titulaire du présent marché sera tenu de résilier le sous-traité et d'exclure le sous-traitant ayant introduit sur le chantier de façon illicite l'entreprise occulte.

En conséquence, le titulaire sera tenu d'inclure dans l'acte spécial de chacun des sous-traitants qu'il proposera une clause relative à la résiliation du sous-traité et à de l'acte spécial dans le cas où le sous-traitant serait responsable d'une intervention d'une entreprise n'ayant pas fait l'objet de l'acceptation et de l'agrément des conditions de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur.

IV.3.2. Retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, les pénalités de retard pourront excéder 10% du montant total du marché.

Conformément à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de non-respect du délai d'exécution, les pénalités seront de 1/3000^{ième} du montant du marché par jour de retard.

IV.3.3 Retard dans la remise de documents

Le montant HT par jour de retard s'élève à 150 € HT / jour calendaire / document.

IV.3.4. Rendez-vous de chantier et convocation

Les réunions de chantier se feront sur convocation du maître d'œuvre. Le compte-rendu de chaque réunion de chantier est notifié au titulaire par ordre de service. Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises lorsqu'ils mentionnent les informations pour la réunion suivante. Les rendez-vous de chantier sont obligatoires pour le titulaire.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 50 euros HT. La pénalité appliquée fait l'objet d'une notification par ordre de service par le maître d'œuvre.

IV.3.5. Autres pénalités

- Sécurité EPI (équipement de protection individuel) :

Le montant HT par infraction s'élève à 150 €.

- Nettoyage de chantier / évacuation des déchets :

Le montant HT par infraction / jour s'élève à 500 €.

V. EXECUTION DES TRAVAUX

V.1. Documents à fournir par le titulaire et formalités à faire avant le début d'exécution des travaux

L'ensemble des éléments seront demandées et/ou transmis lors de la première réunion de chantier.

V.2. Registre de chantier

L'article 28.5 du CCAG s'applique.

V.3. Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les travaux qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

V.4. Clauses d'exécution à caractère environnemental

En complément des dispositions de l'article 7 du CCAG TVX relatives à la protection de l'environnement, les candidats pourront mettre en place des mesures allant au-delà des prescriptions législatives et réglementaires, telles que :

- l'utilisation de papier recyclable et recyclé ;
- l'impression recto/verso ;
- l'utilisation de matières labellisées ;
- la formation de ses personnels à l'éco-conduite
- les échanges par voie dématérialisée
- l'utilisation de Trackdéchets ou d'un processus de tracking des déchets.

Durant l'exécution du marché, sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournira un état des lieux de ses actions concernant la protection de l'environnement.

Dans le cadre des prestations, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à des contrôles de sécurité du matériel, de la protection du personnel.

VI. ASSURANCES / GARANTIES

VI.1. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du RPA et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des travaux.

VI.2. Garanties

Sans objet.

VII. CONTROLES ET RECEPTION DES PRESTATIONS

L'article 41 du CCAG TVX s'applique.

VIII. Label et certificat de bonne exécution de marché

Label

Le ministère des Armées et des Anciens combattants a obtenu le label "relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) adossé à la norme ISO 20400 : 2017 "achats responsables – lignes directrices" délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats.

À ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se

conformer à cette norme et aux exigences de la charte "relations fournisseurs responsables (RFR) et label "relations fournisseurs et achats responsables (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des Armées et des Anciens combattants de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte "relations fournisseurs responsables (RFR), puis le dépôt d'un dossier de candidature au label "relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que les mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400 : 2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche – pour toute information : site internet :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Certificat de bonne exécution

Le ministère des Armées et des Anciens combattants peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées et des anciens combattants qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) :

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- le contrat est résilié aux torts du titulaire ;
- « ... ».

IX. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, les modifications suivantes peuvent être apportées.

Modification des clauses de variation (révision, actualisation) des prix en cas de suppression ou modification d'index, d'évolution des variations supérieures aux clauses butoir

Pour s'assurer que la formule de variation des prix demeure conforme à la réalité économique et représentative des coûts réels, la formule de variation des prix du présent marché public peut être soumise à réexamen dans les cas et selon les dispositions suivantes :

- si la définition ou le contenu d'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venait à être modifié,
- si l'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venait à être supprimé ou remplacé, ou cessait de faire l'objet de publication telle que précisée à l'article III.1.3 du présent CCP

Le représentant du pouvoir adjudicateur procède, alors, à la modification de la ou des formules de calcul de variation des prix.

Les modifications seront actées par décision unilatérale du représentant du pouvoir adjudicateur ou les modifications seront actées par avenant.

Substitution d'un nouveau titulaire lorsque le titulaire est visé par une procédure collective, et dans le cas de silence de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur à la suite de sa mise en demeure par l'acheteur

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation du titulaire, si l'administrateur judiciaire ou le liquidateur du titulaire, mis en demeure par l'acheteur, ne répond pas dans le délai fixé à l'article L.622-13 du code de commerce en cas de redressement judiciaire, ou à l'article L.641-10 du code de commerce en cas de liquidation judiciaire, ou bien, s'il renonce à poursuivre les obligations contractuelles, l'acheteur a la possibilité de modifier le marché public dans les conditions suivantes :

- l'acheteur a la possibilité de substituer au titulaire initial un nouveau titulaire justifiant de capacités financières, techniques et professionnelles au moins équivalentes aux conditions fixées par l'acheteur pour la consultation initiale ;
- le décompte des prestations effectuées au titre du marché par le titulaire initial est établi par l'acheteur qui en informe l'administrateur judiciaire ou le liquidateur du titulaire initial.

La substitution fait l'objet d'un avenant de transfert.

L'acte modificatif intègre le décompte de prestations précité, notifié au titre du transfert du marché.

Si la présente clause ne peut être mise en œuvre, il est fait application des dispositions des articles du CCAG relatifs à la résiliation du marché.

Substitution sur demande du titulaire d'un nouveau titulaire en raison d'impossibilité de poursuivre les prestations du marché

Sur demande expresse, le titulaire peut solliciter de l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire en cas d'impossibilité à poursuivre l'exécution des prestations du marché (hormis les difficultés d'exécution mentionnées à l'article 31.1 du CCAG PI).

Le titulaire transmet sa demande à l'acheteur en exposant les motifs accompagné d'un dossier de présentation de l'opérateur économique de substitution, comportant l'ensemble des documents de candidature requis lors de la consultation.

Le titulaire de substitution doit impérativement justifier des capacités financières, techniques et professionnelles au moins équivalentes aux conditions fixées par l'acheteur pour la consultation initiale.

L'acheteur peut, quel que soit le motif, opposer un refus à la substitution d'un nouveau titulaire, au titre de la présente clause de réexamen.

L'acheteur notifie au titulaire initial dans un délai de 15 (quinze) jours maximum après réception de la demande, sa décision d'acceptation ou de refus du titulaire de substitution.

Le titulaire de substitution reprend l'intégralité des obligations du marché. Il est responsable envers l'acheteur de l'éventuel passif imputable au titulaire initial trouvant son origine avant la prise d'effet de la substitution.

La substitution ne peut, en aucun cas, intervenir avant le début de l'exécution des prestations du marché.

La modification fait l'objet d'un avenant de transfert sans incidence financière.

En cas de refus, l'acheteur met en demeure le titulaire initial de poursuivre les prestations du marché dans un délai maximum de 15 (quinze) jours. Si la mise en demeure reste infructueuse, il est fait application des dispositions des articles du CCAP et du CCAG relatifs à la résiliation.

Prise en compte d'éventuels surcoûts et indemnités pouvant en résulter liés à une crise ou tout événement conduisant à modifier significativement les modalités d'exécution du contrat ou d'un bon de commande

Lorsque, sans que l'exécution du marché ou d'un bon de commande soit suspendue, le titulaire est conduit à modifier significativement les modalités d'exécution prévues au contrat, il a droit à une indemnité destinée à compenser le surcoût qui résulte de l'exécution, même partielle, des prestations, lorsque la poursuite de l'exécution du contrat impose la mise en œuvre de moyens supplémentaires qui n'étaient pas prévus au contrat initial et qui représenteraient une charge manifestement excessive au regard de la situation financière du titulaire.

À ce titre, le titulaire doit, tout en poursuivant l'exécution, même partielle, du contrat, informer le représentant du pouvoir adjudicateur et lui fournir, sous 10 jours après l'apparition du fait générateur, les documents détaillés et circonstanciés justifiant le surcoût par rapport à sa situation financière.

L'indemnité ne saurait couvrir les surcoûts indirects, tels que notamment, la sous couverture des frais généraux, le manque à gagner, les pertes de cadence, les pertes de rendement ou les pertes de productivité.

Dans ce cadre, un avenant sera établi sur la base, notamment, des documents de prix détaillé fournis par le titulaire à l'appui de son offre et de tout justificatif nécessaire relatif à la mise en œuvre des mesures pour la bonne exécution du contrat.

En cas de désaccord entre les parties ou en cas de refus par l'acheteur, celui-ci met en demeure le titulaire de poursuivre les prestations du marché dans un délai maximum de 15 (quinze) jours. Si la mise en demeure reste infructueuse, il est fait application des dispositions des articles du CCP et du CCAG relatifs à la résiliation.

Modification du périmètre technique

En cas de modification du périmètre technique, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) en informe le titulaire. Le RPA établit, dans le cas où le marché comporte une partie sur prix forfaitaires, une nouvelle décomposition ou un nouvel état des prix prenant en compte la modification concernée et la notifie, avec sa décision de modification, au titulaire par ordre de service.

X. DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

- L'article IV déroge à l'article 19.2.1 du CCAG travaux ;
- L'article IV.2 déroge à l'article 28 du CCAG travaux ;
- L'article IV.3.1 déroge à 3.6.1.5 du CCAG travaux ;
- L'article IV.3.2 déroge à 19.2.2 du CCAG travaux.

I. LOT 1 - MARIPASOULA

Les travaux consistent à :

- Nettoyage des 3 cuves :

- ouverture des dômes,
- nettoyage,
- remplacement des joints,
- remplacement des boulonneries (inox),
- vérification ou remplacement, ajout si nécessaire des continuités électriques,
- élimination des déchets (cuves vidées avant travaux par l'exploitant).

- Travaux divers :

- changement des joints, boulonnerie inox (vannes),
- changement de canalisations si nécessaire.

- Mise en peinture :

- grattage des éléments métalliques (manuel et mécanique),
- peinture en 3 couches des tuyauteries : primaire acier avec contrainte et finition polyuréthane,
- peinture en 3 couches des accessoires : primaire acier avec contrainte et finition polyuréthane.

- Limiteurs de remplissage :

- ajout pour chaque cuve (x3),
- fourniture des caractéristiques et mode d'emploi,
- test de fonctionnement.

- Nettoyage :

- nettoyage de la zone et évacuations des déchets (boulonnerie, joints, etc...).

II. LOT 2 – SAINT JEAN DU MARONI

Les travaux consistent à :

Nettoyage de la cuve :

- ouverture des dômes,
- nettoyage,
- remplacement des joints,
- remplacement des boulonneries (inox),
- vérification ou remplacement, ajout si nécessaire des continuités électriques,
- élimination des déchets (cuve vidée avant travaux par l'exploitant).

- Travaux divers :

- changement des joints, boulonnerie inox,
- réhausse de l'évent (dépasser la toiture, finition toiture pour étanchéité),
- nettoyage des événements,
- reprise escalier métallique,
- réhausse structure autour de la cuve,
- mise en place d'une aire protégée au dépotage,
- remplacement des joints et boulonnerie sur la ligne extérieure.

- Mise en peinture :

- grattage des éléments métalliques (manuel et mécanique),
- peinture en 3 couches des tuyauteries : primaire acier avec contrainte et finition polyuréthane,
- peinture en 3 couches des accessoires : primaire acier avec contrainte et finition polyuréthane.

- Limiteurs de remplissage :

- ajout pour chaque cuve (x 2),
- fourniture des caractéristiques et mode d'emploi,
- test de fonctionnement.

- **Nettoyage :**
 - nettoyage de la zone et évacuations des déchets (boulonnerie, joints, etc...).

III. LOT 3 – SAUL

Les travaux consistent à :

- **Nettoyage des 3 cuves :**
 - ouverture des dômes,
 - nettoyage,
 - remplacement des joints,
 - remplacement des boulonneries (inox),
 - vérification ou remplacement, ajout si nécessaire des continuités électriques,
 - élimination des déchets (cuves vidées avant travaux par l'exploitant).
- **Travaux divers :**
 - changement des joints, boulonnerie inox,
 - remplacement vannes (vannes de pieds de cuves DN50),
 - modification tuyauterie : mise en place d'un raccord DN40 en sortie du bâtiment et création rétention,
 - découpe ligne extérieure, isolation ligne enterrée (béton),
 - nettoyage des événements.
- **Mise en peinture :**
 - grattage des éléments métalliques (manuel et mécanique),
 - peinture en 3 couches des tuyauteries : primaire acier avec contrainte et finition polyuréthane,
 - peinture en 3 couches des accessoires : primaire acier avec contrainte et finition polyuréthane.
- **Limiteurs de remplissage :**
 - ajout pour chaque cuve (x3),
 - fourniture des caractéristiques et mode d'emploi,
 - test de fonctionnement.
- **Nettoyage :**
 - nettoyage de la zone et évacuations des déchets (boulonnerie, joints, etc...).

IV. LOT 4 – CAMOPI

Les travaux consistent à :

- **Nettoyage des 2 cuves :**
 - ouverture des dômes,
 - nettoyage,
 - remplacement des joints,
 - remplacement des boulonneries (inox),
 - vérification ou remplacement, ajout si nécessaire des continuités électriques,
 - élimination des déchets (cuves vidées avant travaux par l'exploitant).
- **Travaux divers :**
 - changement de canalisation si nécessaire (x 2 aérienne DN40),
 - réhausse de l'évent (dépasser la toiture, finition toiture pour étanchéité),
 - modification rétention béton sous manifold.
- **Limiteurs de remplissage :**
 - test de fonctionnement (sonde séparateur).
- **Nettoyage :**
 - nettoyage de la zone et évacuations des déchets (boulonnerie, joints, etc...).